

Xi Jinping est-il le dirigeant réformiste dont la Chine a besoin ?

JEAN-PIERRE CABESTAN

RÉSUMÉ : À l'automne 2012, à l'issue du XVIII^e Congrès du PC chinois, Xi Jinping devrait succéder à Hu Jintao comme secrétaire général du Parti et probablement aussi comme président de la Commission militaire centrale dont il est depuis 2010 le numéro deux. En mars 2013, il deviendra président de la République populaire. Enfant du sérail, il jouit de nombreux appuis dans la Nomenklatura. Ayant dirigé plusieurs provinces côtières, le vice-président actuel connaît parfaitement les rouages du Parti et de l'État. Il a aussi des soutiens dans l'Armée où il est brièvement passé au début de sa carrière. Ces dernières années, il a en outre acquis une expérience internationale non négligeable. Urbain et affable, Xi est apprécié pour son style consensuel. Pour autant, Xi prend les rênes du pays à un moment particulièrement délicat. La Chine doit adopter un autre mode de croissance alors que l'État est en prise avec de puissantes féodalités économiques et régionales. L'affaire Bo Xilai a mis en lumière l'affaiblissement du pouvoir central, la corruption des élites et les profondes divergences idéologiques qui traversent l'appareil, portant atteinte à la légitimité politique du régime et contribuant à fragiliser sa stabilité. Il faudra par conséquent à Xi non seulement réunifier la direction et l'appareil du Parti mais imposer son autorité sur l'ensemble des institutions civiles et militaires du pays. Son style et son charisme peuvent l'y aider. Mais son succès dépendra aussi et surtout de sa capacité à former une coalition soudée, réformatrice et capable de battre en brèche les privilèges acquis par de nombreux caciques du régime. Le PC chinois a besoin d'un numéro un à la fois fort et courageux. Xi sera-t-il cet homme providentiel ? Peut-être.

On ne sait pas grand-chose de Xi Jinping, le dirigeant chinois qui devrait cet automne prendre la succession de Hu Jintao comme secrétaire général du Comité central du Parti communiste et au printemps suivant comme président de la République populaire de Chine (RPC). Certes, enfant du sérail, on n'a guère de peine à retracer la biographie de ce représentant de « l'aristocratie rouge » : il est le fils de Xi Zhongxun, un vétéran du PC, et l'on connaît aussi sa carrière et son ascension progressive vers le sommet. Néanmoins, l'homme s'est très peu exprimé, et lorsqu'il a émis des idées, celles-ci se sont toujours révélées en totale harmonie avec la ligne politique du moment. Il est particulièrement ardu, dans ces conditions, d'identifier son programme et plus encore l'inflexion qu'il pourrait donner aux réformes et politiques en cours en République populaire. On appréhende un peu mieux son style et son comportement dans les réunions publiques et rencontres internationales. Mais il serait imprudent d'en tirer trop de conclusions forcément hâtives et impressionnistes.

Force est donc d'appuyer notre démonstration sur l'information solide que l'on possède non seulement sur Xi mais aussi sur l'organisation actuelle des institutions et d'en tirer un certain nombre de conclusions logiques sur le rôle qu'il sera amené à jouer à l'issue du XVIII^e Congrès du PC chinois, en tant que numéro un de la seconde économie mondiale ainsi que du pays le plus peuplé et l'un des plus autoritaires de la planète. Bref, notre hypothèse est qu'il n'est ni réformateur, ni conservateur mais que les circonstances le contraindront probablement à devenir plus l'un que l'autre.

Biographie et carrière de Xi Jinping

Des débuts mouvementés

La biographie officielle de Xi Jinping est assez représentative de ces « fils de prince » (*taizidang*) dont les parents ont été persécutés pendant la Révolution culturelle puis réhabilités. Né le 1^{er} juin 1953 à Pékin, Jinping est le fils de Xi Zhongxun, lui-même originaire de Fuping au Shaanxi, futur vétéran de la Révolution communiste et alors proche collaborateur du Premier ministre Zhou Enlai au sein du gouvernement central de la République populaire. Deuxième des quatre enfants de la seconde femme de Xi Zhongxun, Jinping reçoit une éducation privilégiée. Très jeune, après que son père est nommé vice-premier ministre (1959), il déménage avec sa famille dans le périmètre de Zhongnanhai, le siège du pouvoir communiste depuis 1949.

Toutefois, son père voit sa carrière s'interrompre, non pas en 1966 lors de l'éclatement de la Révolution culturelle, comme de nombreux autres dirigeants proches de Liu Shaoqi et de Deng Xiaoping (dont par exemple Peng Zhen ou Bo Yibo), mais dès 1962. Xi Zhongxun est alors accusé de diriger un groupe « anti-Parti » pour avoir apporté son appui à la publication d'une biographie de Liu Zhidan, le chef de la base de guérilla de Yan'an qui, avec Gao Gang, accueillit Mao Zedong et son armée à l'issue de la Longue marche en 1935. Ce projet est perçu par Mao comme un soutien voilé à la réhabilitation de Gao Gang, purgé en 1954. Mais plus généralement, à peine deux ans après la grande famine provoquée par le Grand Bond en

avant (30 à 46 millions de victimes), Mao commence à écarter les responsables à ses yeux trop modérés. Renforçant les pouvoirs de l'Armée populaire de libération (APL), déjà dirigée par le maréchal Lin Biao, et de la police politique, reprise en main par le sinistre Kang Sheng, Mao décide au même moment de remettre à l'honneur « la lutte des classes » et lance le « mouvement d'éducation socialiste ».

En 1962, Xi Zhongxun est jeté en prison – on ne l'apprendra que bien plus tard – et sa famille doit quitter Zhongnanhai. Quatre ans plus tard, la femme de Zhongxun est envoyée dans un camp de travail à la campagne. L'école de Jinping est fermée. Laissé à lui-même, il profite de l'anarchie et de l'abandon des bibliothèques pour lire tout ce qui lui tombe sous la main. Mais peu après, à l'âge de 14 ans, Jinping est envoyé à Liangjiahe, brigade de production (village) du district de Yanchuan, au nord du Shaanxi, près de l'ancienne base de guérilla de son père. Les conditions de vie y sont difficiles. Jinping est considéré avec suspicion par les villageois qui le trouvent au départ peu ardent à la tâche. Au bout de quelques mois, il s'enfuit et retourne à Pékin. Là, il est arrêté et envoyé quelque temps dans un camp de travail avant de retourner à Liangjiahe. Cette fois-ci, d'après sa biographie officielle, Jinping se met au travail, apprend le labeur des champs et évite de se plaindre, à la différence de nombreux « jeunes éduqués » (*zhìqīng*) envoyés à la campagne. Bref, il s'adapte, s'intègre et parvient à se faire apprécier des paysans qui le considèrent avec respect. D'autant plus qu'il fait preuve d'initiative et d'ingéniosité : il introduit par exemple dans le village la production du biogaz à partir de la fermentation des matières organiques animales. Mais comme beaucoup d'autres jeunes citoyens envoyés aux champs (cf. Dai Sijie, *Balzac et la petite tailleuse chinoise*, 2000), il est arrivé avec une lourde caisse de livres et continue de s'instruire par lui-même.

Jinping n'est pas pour autant complètement à l'abri des campagnes politiques. Comme à de nombreux fils de dirigeants, les responsables promus à la faveur de la Révolution culturelle lui demandent de dénoncer ses parents. L'anecdote qui circule aujourd'hui en Chine, et ceci dès avant la chute de Bo Xilai en mars-avril 2012, est que, contrairement à ce dernier, Jinping évita d'accuser son père, arguant l'ignorance de ses idées et de ses actes, ayant été séparé de lui depuis trop longtemps.

La saga officielle nous dit aussi qu'en dépit des persécutions dont sa famille fait l'objet (sa demi-sœur aurait été tuée au cours de ces années), Jinping ne perd pas confiance dans le Parti. Ainsi, il tente d'adhérer au moins huit fois, mais sans succès, à la Ligue de la Jeunesse communiste, l'antichambre du PC. Il y serait finalement parvenu en 1971 après avoir invité le secrétaire local du Parti à déguster des œufs frits et des *mantou* (pains à la vapeur) dans sa grotte, un lieu d'habitation alors encore courant sur le plateau de loess du Shaanxi septentrional⁽¹⁾. Faut-il déjà y lire les vertus de la corruption ? Quoiqu'il en soit, après l'affaire Lin Biao (1971), bien que Xi Zhongxun reste, du moins officiellement, en détention, sa famille quitte progressivement le clan des intouchables et en 1974, un an après la première réhabilitation de Deng Xiaoping, Jinping parvient à intégrer le Parti. Peu après, plébiscité par les villageois, il devient secrétaire du comité du Parti de la brigade. Mais dès l'année suivante, en 1975, ce même comité le recommande pour entrer à l'Université. C'était alors la condition formelle *sine qua non* pour un accès aux études supérieures. C'est ainsi que sur instruction du PC, il intègre l'université Tsinghua et y étudie l'ingénierie chimique, spécialité qu'il n'exercera néanmoins jamais.

Un cursus honorum exemplaire mais privilégié

Il faut cependant attendre la mort de Mao (1976), la chute de la « bande des quatre » (la femme de Mao et autres radicaux issus de la Révolution culturelle) et le second retour de Deng pour voir Xi Zhongxun revenir aux affaires. Réhabilité en 1978, ce dernier devient peu après secrétaire du Parti de la province du Guangdong où il met en place dès 1979 les premières réformes économiques et surtout les zones économiques spéciales de Shenzhen et de Zhuhai. Cette évolution politique majeure exerce une influence déterminante sur la carrière de Xi Jinping. En effet, son père (qui décédera en 2002) utilise ses relations pour placer en 1979 son fils comme secrétaire (*mishu*) à la fois au bureau des affaires générales du Conseil des affaires d'État, le gouvernement central, et auprès de son ancien camarade Geng Biao, alors secrétaire général de la Commission militaire centrale (CMC) du PC, présidée de décembre 1980 à novembre 1989 par nul autre que Deng Xiaoping lui-même. Xi Jinping sert alors en tant qu'officier de l'APL, ce qui développera chez lui, d'après sa biographie officielle, « une affection spéciale pour l'Armée »⁽²⁾. Plus important, le plaçant à proximité immédiate des principaux dirigeants du pays, sa position de *mishu* constitue pour Xi Jinping comme pour d'autres jeunes cadres ambitieux de sa génération un véritable tremplin ou accélérateur de carrière.

C'est à cette époque que Xi Jinping épouse Ke Lingling, dont le père est alors ambassadeur de Chine en Grande-Bretagne, et commence à vivre à nouveau dans un environnement privilégié. Mais le couple divorce au bout de trois ans. C'est alors que la carrière politique de Jinping prend un tour plus provincial et stratégique : à partir de 1982, il accepte une longue série de postes locaux qui le forment à la fois à la réalité rurale mais aussi à la rapide urbanisation et industrialisation du pays. D'abord secrétaire-adjoint puis secrétaire du district de Zhengding, situé près de Shijiazhuang au Hebei, Xi Jinping est transféré en 1985 au Fujian, grâce une fois encore à son père qui entretient d'étroites relations avec Xiang Nan, alors patron de cette province⁽³⁾. Xi restera 17 ans au Fujian. Nommé en 1985 maire-adjoint de Xiamen, il participe jusqu'en 1988 à l'expansion de la métropole la plus dynamique du Fujian avant d'être transféré à la tête de Ningde, préfecture rurale et montagneuse située au nord-est de la province aux confins du Zhejiang. C'est aussi en 1985 que Xi Jinping se rend pour la première fois aux États-Unis et en particulier à Muscatine dans l'Iowa, avec une délégation officielle, pour y étudier l'agriculture américaine. Il y retournera « en pèlerinage » en février 2012, cette fois-ci dans le cadre de sa première visite en Amérique comme vice-président de la République.

En 1986, âgé de 33 ans et cherchant à se remarier, Xi Jinping est présenté lors d'un rendez-vous à l'aveugle à Peng Liyuan, célèbre chanteuse de l'APL qui sera plus tard promue au grade de général de brigade (*shaojiang*). Là encore, les médias chinois se gargariseront du dialogue que, d'après Liyuan, les deux jeunes gens ont alors engagé : Jinping demande à Liyuan le genre de chanson qu'elle chante, prétextant qu'il ne regarde guère la télévision. Quoiqu'il en soit, il est juste d'indiquer qu'à l'époque madame Xi Jinping était beaucoup plus célèbre que son mari. De cette union ne naquit qu'un seul enfant, une fille, en 1992. Xi Minze est aujourd'hui étudiante à l'Uni-

1. *Los Angeles Times*, 11 février 2012.

2. Robert Lawrence Kuhn, *How China's Leaders Think. The Inside Story of China's Reforms and What This Means for the Future*, Singapour, Wiley, 2009, p. 430. La biographie de Xi que présente ce livre est quasi-officielle ; en effet, Kuhn est un admirateur avoué de la Chine populaire.

3. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan* (À propos de Xi Jinping), Hong Kong, Xianggang wenhua yishu chubanshe, 2008, p. 122-123.

versité de Harvard. Ce mariage établit d'une certaine manière une seconde relation privilégiée entre Xi et l'APL⁽⁴⁾.

En 1990, Xi Jinping rejoint finalement Fuzhou, la capitale provinciale, où il prend d'abord pendant trois ans la présidence de l'assemblée populaire, structure formelle et marginale, mais aussi la direction de l'école du Parti avant de devenir secrétaire du comité du Parti de la municipalité et, de ce fait, de commencer à siéger au sein de la direction provinciale du PC. En 1996, il abandonne ses fonctions à Fuzhou et se concentre sur son travail de secrétaire-adjoint du Fujian dont il devient gouverneur en 1999. Il est sans doute déjà promis à un avenir national : en effet, lors du xv^e Congrès du PC, en octobre 1997, il est élu membre suppléant du Comité central alors qu'il n'est encore que secrétaire de Fuzhou. Il a alors 43 ans.

Dans les années 1990, le Fujian et en particulier la zone économique spéciale de Xiamen sont le théâtre de nombreux scandales de corruption, le plus célèbre étant l'affaire Yuanhua, du nom de la société dirigée par l'homme d'affaire Lai Changxing impliquée dans des activités de contrebande à grande échelle depuis Hong Kong, avec la complicité de nombreux cadres de l'appareil local du PC et de l'APL, en particulier de la Marine. En février 2000, peu après que Lai se fut enfui au Canada où il parviendra à rester jusqu'en 2011 avant d'être extradé en Chine⁽⁵⁾, Xi Jinping et le secrétaire du Parti de la province de l'époque Chen Mingyi, sont convoqués à Pékin par Jiang Zemin, Zhu Rongji et Hu Jintao pour y faire rapport sur ce scandale⁽⁶⁾. Cet épisode ne semble pas affecter Xi Jinping qui en 2002 est promu gouverneur et peu après secrétaire du PC (et numéro un) de l'importante province voisine du Zhejiang. Certaines sources indiquent que Xi aurait en réalité contribué à mettre fin à la contrebande⁽⁷⁾. Pourtant, certaines de ses décisions, dont la construction d'un nouvel aéroport à Fuzhou, longtemps en déficit, ou la destruction-rénovation du centre de la capitale provinciale avec l'aide de Li Kashing, le tycoon de Hong Kong, seront critiquées. Et plusieurs de ses subordonnés directs sont impliqués dans des affaires de corruption⁽⁸⁾.

Tout au long de ces années, Xi Jinping est réputé conserver un style de vie simple, voire austère, très différent des autres enfants de l'aristocratie rouge et autres jeunes administrateurs ambitieux de sa génération. Il boit peu, n'est pas connu pour des aventures amoureuses et continue de se rendre à bicyclette au bureau, comme s'il estimait déjà qu'un destin national lui était réservé.

Au Fujian, Xi Jinping acquiert aussi la réputation d'un secrétaire du Parti réaliste, efficace et détendu, conscient de la nécessité pour la Chine d'évoluer vers une économie de marché et d'accueillir les investissements étrangers. C'est alors qu'il devient célèbre pour sa formule « faites le tout de suite ! » (*mashang jiu ban!*) destinée à battre en brèche les résistances temporisatrices de ses subordonnés. On rapporte aussi qu'il accélère la réforme du fonctionnement des administrations, leur demandant de se mettre au service de la société et des entreprises. Il est l'un des premiers à s'entourer de conseillers extérieurs à la bureaucratie, qu'il puise parmi les experts⁽⁹⁾. Province faisant face à Taiwan, et où l'on parle pour partie le même dialecte, le Fujian est pour Xi un lieu privilégié pour développer des relations avec les hommes d'affaires taïwanais qui le perçoivent comme un interlocuteur pragmatique, et ceci en dépit de la tension politique et militaire qui oppose, notamment en 1995-1996, Pékin à Taipei. Par là-même, il se familiarise aussi avec la politique à l'égard de Taiwan. Il multiplie – et même cultive d'après certaines sources – les contacts avec les responsables de l'APL de la région militaire de Nankin, dont dépend le Fujian⁽¹⁰⁾.

Toutefois, peaufinant son avenir politique, il trouve le temps de préparer entre 1998 et 2002 un doctorat en droit à la faculté de sciences humaines

et sociales de l'université Tsinghua où, d'après sa biographie officielle, il étudie surtout la théorie marxiste et « l'éducation idéologique et politique »⁽¹¹⁾. La nature et la qualité principalement politiques de ce diplôme sont donc à considérer avec prudence.

Les étapes décisives du Zhejiang et de Shanghai

En 2002, Xi Jinping est muté au Zhejiang d'abord comme secrétaire-adjoint du Parti et gouverneur par intérim, puis très rapidement comme secrétaire de cette importante province côtière – la plus riche de Chine en terme de niveau de vie moyen – et ceci jusqu'en mars 2007, c'est-à-dire pour une période de cinq ans. Dans ces fonctions, Xi consolide son profil d'administrateur modernisateur et réformateur. Il développe aussi son image internationale. En octobre 2002, lors du xvi^e Congrès du PC, il devient membre à part entière du Comité central. À la tête du Zhejiang, Xi promeut un certain nombre de politiques qui nous informent sur ses opinions et ses priorités.

Ainsi, on le dit favorable à l'entreprise privée, principale source de nouveaux emplois en Chine et pilier de l'économie de cette province (500 000 des 680 000 entreprises y sont privées). Toutefois, il faut prendre avec prudence une inclination en partie propagée à des fins de relations publiques. Certes, comme d'autres dirigeants (Li Keqiang, Jia Qinglin), Xi Jinping a constamment apporté son soutien à la Fédération pan-chinoise de l'Industrie et du Commerce. Mais justement, cette organisation semi-étatique stimule mais aussi encadre l'émergence du secteur privé, notamment par l'incitation à établir dans chaque entreprise un comité du PC et à coopter les propriétaires de ces entreprises dans le Parti et les organisations étatiques formelles (assemblées populaires, conférences consultatives), suivant en cela la nouvelle politique prônée par Jiang Zemin à partir de 2001 (les « trois représentativités »). En réalité, comme il l'a indiqué à plusieurs reprises, Xi penche donc plutôt pour une intégration entre les secteurs public et privé. À cet égard, basé à Hangzhou et en partie contrôlé par cette municipalité, le groupe privé Wahaha constitue le meilleur exemple de cette intégration (dont l'entreprise française Danone a fait les frais). L'approche entrepreneuriale qui caractérise ce que l'on a appelé le « modèle du Zhejiang » ne correspond donc pas, tant s'en faut, à une privatisation de l'économie, sauf peut-être dans la région très particulière de Wenzhou. En outre, si la prospérité du Zhejiang lui permet avant les autres provinces d'abolir le système du *hukou* (permis de résidence), Xi serre au plus près la ligne politique de Hu Jintao : il promeut un rééquilibrage des revenus entre groupes sociaux, le

4. Sur le couple Xi-Peng, cf. Kuhn, *op. cit.*, p. 432-436.

5. Lai Changxing a été condamné le 18 mai 2012 à la prison à vie. Le Canada ne l'avait extradé qu'à condition qu'il ne soit pas condamné à mort.

6. Xiao Yu, « Fujian leaders face Beijing top brass », *South China Morning Post*, 18 février 2000. L'on a longtemps soupçonné le prédécesseur de Chen, Jia Qinglin d'avoir été impliqué dans ce scandale. Protégé de Jiang Zemin, il a été promu en 1997 au Bureau politique du PC et en 2002 au Comité permanent du Bureau politique pour prendre la présidence de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). Il devrait se retirer en mars 2013.

7. Kuhn, *op. cit.*, p. 186.

8. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan*, *op. cit.*, p. 173, 177 et 181.

9. *South China Morning Post*, 23 octobre 2007.

10. James Mulvenon, « Xi Jinping and the Central Military Commission: Bridesmaid or Bride? », *China Leadership Monitor*, n° 34, 2011.

11. <http://www.china.org.cn/english/MATERIAL/76256.htm> et http://news.xinhuanet.com/politics/2010-10/18/c_12673101_2.htm (liens consultés le 14 août 2012).

maintien de « l'harmonie » entre entrepreneurs et travailleurs migrants et l'amélioration de la gouvernance municipale⁽¹²⁾.

De fait, c'est un modernisateur : il s'efforce d'améliorer et de simplifier la machine administrative, et d'après ses hagiographes, de rendre plus transparents les processus de sélection et de promotion des cadres gouvernementaux, d'introduire des formes de contrôle extérieur et de lutter de manière exemplaire contre les atteintes à la propriété intellectuelle et industrielle⁽¹³⁾. On lui prête aussi de tester une plus grande publicité des budgets locaux et une meilleure prise en compte de l'opinion publique, même si ces expériences, notamment dans la ville de Wenling, ont démarré avant son arrivée au Zhejiang⁽¹⁴⁾. Il voyage aussi beaucoup pour promouvoir sa province à l'étranger, notamment aux États-Unis.

Mais c'est aussi un réaliste : il est conscient de l'hypothèque environnementale, de la nécessité de la montée en grade des industries et des conflits entre groupes d'intérêts. Il se donne pour but de fermer les entreprises polluantes et voraces en électricité, même si cet objectif reste loin d'avoir été atteint. De telle sorte que son slogan est « coordination et équilibre ». Enfin, et c'est important pour l'avenir de la relation centre-périphérie, tout en adhérant à « l'esprit » des politiques centrales, il utilise toute la latitude d'action que sa position de chef de province lui offre. On peut penser qu'à l'avenir, il évitera d'asphyxier les collectives territoriales sous les directives nationales, sauf lorsque l'intérêt suprême du Parti sera en jeu.

Cela étant, au Zhejiang, conscient de la montée des conflits sociaux, il demande aux syndicats officiels opérant sous la direction du Parti de s'investir plus activement et de manière plus équilibrée dans la résolution des tensions sociales. C'est ce que l'on appelle le « modèle de Yiwu », ville connue pour ses nombreuses entreprises privées et son marché d'exportation vers les pays en développement. L'objectif de ce modèle est non seulement d'empêcher l'apparition de tout mouvement syndical indépendant mais aussi d'éviter, à la différence du Guangdong par exemple, de voir les ONG de défense des droits s'immiscer dans la résolution des conflits du travail⁽¹⁵⁾.

Mais pour Xi Jinping, l'histoire s'accélère lorsqu'il est choisi pour remplacer en mars 2007 au poste de secrétaire du PC de Shanghai Chen Liangyu, le second membre du Bureau politique à avoir été démis de ses fonctions pour corruption depuis le début des réformes (en avril 2008, il sera condamné à 18 ans de prison)⁽¹⁶⁾. Le rôle de Xi dans le nettoyage de l'administration du Fujian à la suite de l'affaire Yuanhua a dû jouer un rôle. Cette promotion le place aussi *ipso facto* en position pour intégrer le Bureau politique du PC. Une règle non écrite fait depuis le début des années 1990 des patrons de Shanghai, Pékin et Tianjin (et Chongqing depuis 2002) des membres *ex officio* de la direction collégiale du Parti et du pays⁽¹⁷⁾.

Son passage par Shanghai est de courte durée – sept mois – puisqu'en octobre 2007 un second coup de théâtre, ou développement inattendu, précipite la carrière de Xi : il est choisi par la direction collective du Parti pour succéder à Hu Jintao. Toutefois, comme les autres anciens patrons de Shanghai, dont Wu Bangguo et Yu Zhengsheng, Xi Jinping restera un partisan de l'émergence de la première métropole chinoise comme « double centre », c'est-à-dire à la fois comme place financière et comme plateforme du commerce maritime⁽¹⁸⁾.

Xi Jinping, futur numéro un chinois : un homme de consensus ?

La brève expérience shanghaienne de Xi n'est de fait pas étrangère à sa promotion. Mais plus globalement, son avantage est de n'apparaître asso-

cié à aucune faction ni groupe d'opinion particulier, maintenant un équilibre salomonique entre la promotion des « trois représentativités » (intégration des entrepreneurs privés dans le Parti) chère à Jiang Zemin, l'ancien secrétaire général du Parti, et celle d'une « société harmonieuse » et d'une « approche scientifique du développement », concepts forgés par Hu Jintao.

Le dessous du choix de Xi

De fait, de profondes divergences opposent partisans de Hu Jintao et de Jiang Zemin, autour du choix du premier successeur non désigné par la génération des vétérans de la révolution chinoise. En effet, si Deng Xiaoping a pu nommer non seulement son successeur immédiat, Jiang (3^e génération des dirigeants du PC), mais aussi le successeur de son successeur, Hu (4^e génération), la direction du PC se trouve en 2007 en terrain inconnu. Alors que parmi les dirigeants potentiels de la 5^e génération, Hu privilégie Li Keqiang, un ancien responsable de la pépinière d'où il provient lui-même et où il aime à sélectionner les futurs responsables, la Ligue de la jeunesse communiste, Jiang convainc la direction ainsi que les sages encore valides du Parti (Wan Li, Qiao Shi, Song Ping et l'amiral Liu Huaqing) de lui préférer Xi Jinping, un digne représentant de l'aristocratie rouge et un probable défenseur de la clique de Shanghai (*Shanghai bang*) promue par l'ancien secrétaire général. Le numéro cinq du Parti, Zeng Qinghong, lui-même fils du dirigeant révolutionnaire Zeng San, joue un rôle-clé dans la promotion de son propre successeur non seulement à la tête du Secrétariat du PC et de l'École centrale du Parti mais aussi à la vice-présidence de l'État. Tout se passe comme si, trop âgé pour accéder à la première place, Zeng prenait sa revanche en favorisant le choix d'un de ses proches pour présider aux destinées du pays⁽¹⁹⁾.

Certes, Hu et ses partisans ne sont pas pour autant complètement défaits : comme Xi Jinping, Li Keqiang est également promu directement au Comité permanent du Bureau politique (CPBP) et devient le successeur présumé du Premier ministre Wen Jiabao. Mais le choix de Xi illustre aussi le népotisme croissant d'un régime qui applique une règle non écrite qui aurait été avancée avec succès par certains vétérans, dont le père de Bo Xilai, Bo Yibo (décédé en 2007), en 1992⁽²⁰⁾ : lors du XVII^e Congrès, Xi est en effet l'un des sept fils de princes à intégrer le Bureau politique (contre 3 au Congrès précédent). Les motivations politiques – mieux assurer la survie du régime – et économiques – protéger les privilèges accumulés par les

12. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan*, op. cit., p. 222-246.

13. Kuhn, op. cit., p. 210-213.

14. Joe Fewsmith, « Participatory Budgeting. Development and Limitations », *China Leadership Monitor*, n° 29, printemps 2009.

15. Zou Chen, « Guarding the Territory of Labor Rights Protection : A Socialized Approach by the Yiwu Federation of Trade Union », mémoire de maîtrise, Hong Kong Baptist University, décembre 2011.

16. En 1995, Chen Xitong, le secrétaire du Parti de Pékin, fut le premier membre du Bureau politique à avoir été purgé pour corruption.

17. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan*, op. cit., p. 254-257. En raison de l'affaire Bo Xilai, cette règle institutionnelle non écrite pourrait être remise en cause lors du 18^e congrès du PC.

18. Kuhn, op. cit., p. 227.

19. Zheng Yongnian et Chen Gang, « Xi Jinping's Rise and Political Implications », *China: An International Journal*, vol. 7, n° 1, mars 2009. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan*, op. cit., p. 291-294.

20. Bo Yibo aurait alors proposé que chaque dirigeant communiste puisse promouvoir un de ses enfants. Cf. Cheng Li, *China's Leaders: the New Generation*, Lanham, (MD), Rowman & Littlefield, 2001, p. 131, cité par François Godement, *China at the Crossroads*, ECFR Essay, n° 53, avril 2012, p. 4.

« princes rouges » – de cette préoccupante propension ne doivent pas être sous-estimées ⁽²¹⁾.

Quoiqu'il en soit, en septembre 2010, trois ans et non deux ans plus tard, comme certains l'avaient pronostiqué, Xi Jinping intègre la Commission militaire centrale du PC et de l'État dont il devient vice-président. On peut attribuer ce léger retard sur le « précédent Hu Jintao », dont la promotion à ce poste était intervenue en 1999, c'est-à-dire deux ans après le xv^e Congrès et un an après son élection à la vice-présidence de la République, à une certaine frustration de Hu face à un successeur qui n'était pas son premier choix. Mais, comme on va le voir, il serait vain d'y lire un obstacle au remplacement de Hu par Xi à la présidence de la CMC en octobre 2012. Parallèlement, à partir de 2007-2008, ce dernier est de plus en plus associé aux affaires nationales et à la politique étrangère de la République populaire.

Xi et les factions du Parti

C'est ce nouveau plan de succession qui conduira certains analystes comme Cheng Li de la Brookings Institution, à échafauder une opposition fondamentale entre d'une part les « élitistes », la faction des fils de prince (*Taizidang*), celle de Jiang Zemin, Xi Jinping mais aussi Wang Qishan et Bo Xilai et d'autre part, la faction des « populistes », de la Ligue de la jeunesse communiste (*tuanpai*), celle de Hu Jintao, Li Keqiang, Li Yuanchao et Wang Yang ⁽²²⁾.

Séduisante en 2007 et devenue célèbre car reflétant un équilibre presque parfait entre ces deux « factions », cette construction présente de nombreuses faiblesses qui sont importantes à mesurer s'il l'on veut tenter de comprendre et de prévoir les choix que Xi Jinping pourrait opérer une fois devenu numéro un du PC et de l'État chinois.

Il est clair que lorsqu'il a commencé à quitter le pouvoir en 2002, Jiang a placé à des postes clés de nombreux représentants de la « clique de Shanghai » (Wu Bangguo, Zeng Qinghong et Huang Ju au CPBP). Mais il a aussi promu, notamment au CPBP, des fidèles dotés d'autres profils, comme Jia Qinglin (ancien patron du Fujian) et Li Changchun (Guangdong). Et depuis 2007, le groupe des partisans de Jiang au CPBP s'est affaibli : seuls Wu Bangguo (président de l'Assemblée Populaire Nationale, APN), Jia Qinglin (président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, CCPPC) et Li Changchun (responsable de la propagande) sont maintenus. Le nouveau responsable de la discipline, He Guoqiang, et celui de la sécurité, Zhou Yongkang, ont été promus par Hu Jintao ⁽²³⁾.

Ensuite, la relation entre Hu et la Ligue a été surinterprétée : non seulement Hu ne choisit pas l'ensemble des nouveaux dirigeants au sein de cette organisation mais le passage par cette dernière est devenu tellement commun – Xi Jinping en est lui-même issu – que l'on ne peut uniquement l'associer à une proximité du secrétaire général actuel (et sortant).

Enfin et surtout, l'opposition entre élitisme et populisme est difficile à utiliser tant les responsables communistes de la nouvelle génération semblent tous tentés d'allier, à des doses qui peuvent certes varier, ces deux penchants naturels de tout politicien et de toute action politique. Ainsi, l'ensemble des dirigeants, y compris Xi Jinping, promeuvent une modernisation par le haut qui réserve une place privilégiée aux élites politiques, économiques et scientifiques du pays. Mais tous également, sont de plus en plus contraints d'afficher une préoccupation sincère pour l'opinion publique (ou « les sentiments des masses » pour reprendre le jargon communiste). Tous procèdent à des sondages d'opinion dont les résultats restent

pour la plupart secrets. Tous doivent gérer un nombre croissant de conflits sociaux. Et de plus en plus développent des tendances populistes, chacun à sa manière, par exemple Wen Jiabao, surnommé le grand-père Wen (*Wen yeye*) par les « masses » officielles et le « meilleur acteur de Chine » par le critique Yu Jie, et évidemment Bo Xilai.

Dans de telles circonstances et au vu des développements récents, l'on a peine à classer Bo Xilai, le secrétaire de Chongqing déchu en mars 2012, parmi les élitistes : n'a-t-il pas été au contraire identifié comme l'incarnation la plus parfaite du populisme chinois contemporain ? Inversement, le vice-premier ministre Li Keqiang paraît plus élitiste que populiste, si l'on prend en particulier son parcours guère remarquable à la tête du Henan (scandale du sang contaminé par le SIDA) ou du Liaoning.

Au total, cette dichotomie binaire ne nous informe guère sur les choix et priorités politiques des futurs dirigeants chinois, et en l'occurrence de Xi Jinping, lorsque celui-ci sera coopté secrétaire général et sans doute président de la Commission militaire centrale du PC à l'automne 2012 puis président de la République populaire en mars 2013. Elle nous informe encore moins sur la marge de manœuvre dont il disposera pour réaliser le programme politique qu'on lui prête aujourd'hui.

Xi : un modernisateur conservateur mais flexible

Nous avons vu que dans ses fonctions locales et provinciales, Xi Jinping avait déjà montré un caractère pragmatique, modernisateur et même réformiste. On le présente comme un défenseur du secteur privé, de l'économie de marché et de l'ouverture en grand de la Chine aux investissements étrangers mais on a aussi été en mesure de nuancer cette image. On a pu aussi remarquer qu'il sait être un dirigeant orthodoxe et prudent, guère disposé dans ses actes, son style et *a fortiori* sa vie privée, à sortir de la norme autorisée par le Parti et à prêter le flanc aux attaques de ses détracteurs. Un contraste évident avec quelqu'un comme Bo Xilai.

À partir de 2007, dans ses fonctions de responsable du Secrétariat du Comité central, il a appliqué sans hésitation la ligne politique de Hu Jintao. Il a favorisé un style de travail collégial avec les autres membres d'une instance avant tout chargée des affaires et de la réforme du Parti et dominée par les partisans de Hu. Il a en particulier étroitement collaboré avec Li Yuanchao, le responsable du Département de l'Organisation et principal promoteur d'une nouvelle élite, mieux formée et plus compétente, aux échelons dirigeants du Parti. Il a laissé Liu Yunshan (proche de Hu), le chef de la Propagande, œuvrer sous la tutelle de Li Changchun (promu par Jiang), le principal responsable de ce secteur au sein du CPBP. Et il a travaillé sur une base quotidienne avec Ling Jihua, ancien homme de confiance de Hu et puissant directeur du Département des affaires générales du Comité central, l'organisme qui contrôle la circulation de l'information et des documents officiels. Bref, Xi n'a pas eu d'autres choix que de se montrer loyal à l'égard de Hu et de mettre en œuvre ses politiques.

21. Cf. John Dotson, *The China Rising Leader Project, Part 1, The Chinese Communist Party and Its Emerging Next-Generation Leaders*, Washington DC, US-China Economic and Security Review Commission Staff Research Report, mars 2012, p. 31-32 et *Part 3, China's Rising Leaders in the State-owned Economy* (à paraître en août 2012).

22. Cheng Li, « China's Fifth Generation: Is Diversity a Source of Strength or Weakness ? », *Asia Policy*, n° 6, juillet 2008, p. 53-93. Cf. aussi, Cheng Li, « The Battle for China's Top Nine Leadership Posts », *The Washington Quarterly*, vol. 35, n° 1, hiver 2012, p. 131-145.

23. Cela étant, Zhou Yongkang est un conservateur qui a aussi été recommandé par son prédécesseur, Luo Gan, un ancien membre de la faction de Li Peng, ce qui alors devait aussi satisfaire les intérêts de Hu.

L'on pourrait dire la même chose du rôle joué par Xi à la direction de l'École centrale du Parti. Rien dans ses discours ne fait entorse aux priorités de Hu, que ce soit sur le plan idéologique ou organisationnel. Il est vrai que le projet présenté par Hu au XVII^e Congrès, de développement de la démocratie interne au Parti (*dangnei minzhu*) a fait long feu, avant d'être remis tardivement à l'honneur en juin 2012, à la veille et pour les besoins du XVIII^e Congrès. Mais, l'on ne peut y voir une divergence entre Hu et Xi, tant le système reste organisé sur un mode vertical et les velléités d'ouverture, également préconisées par Xi, notamment au Zhejiang, ont rapidement butté sur les règles du Parti en matière de responsabilité et de promotion. En effet, dans chaque circonscription territoriale et organisation fonctionnelle, le secrétaire du comité du PC reste le « patron » (*yibashou*), l'unique bénéficiaire des succès et le seul responsable des échecs de son domaine, ou, pourrait-on dire, de son empire administratif.

Plus récemment, juste après l'éclatement du scandale Wang Lijun, du nom de l'ancien responsable de la sécurité de Chongqing qui s'est réfugié au consulat américain de Chengdu en février 2012 et a précipité la disgrâce de Bo Xilai, Xi a utilisé sa position de chef de l'École du Parti, et la revue de cette école *Qiushi* (Rechercher la vérité) pour rappeler les principes communistes en matière d'intégrité morale et de lutte contre la corruption⁽²⁴⁾. Mais là encore, bien que l'on puisse attribuer à Xi une plus grande vigilance dans ce domaine, force lui sera de composer avec une réalité politico-économique qui touche la famille de tous les dirigeants du PC, y compris la sienne⁽²⁵⁾.

Xi est un bon organisateur et coordinateur. Il a pu mettre en pratique, avec succès, ces talents en 2008 lorsqu'il a été chargé de la préparation des Jeux olympiques de Pékin. Mais c'est aussi un dirigeant conscient des travers et dysfonctionnements du système bureaucratique chinois. À plusieurs reprises ces dernières années, il s'en est pris aux responsables locaux qui, comme à l'époque du Grand Bond en avant (*sic dixit*), cachent la réalité et flattent les dirigeants centraux en tournée d'inspection⁽²⁶⁾. Et de par sa propre expérience et carrière dans plusieurs des zones pauvres du pays, plus que d'autres dirigeants, Xi est conscient des grandes disparités de la Chine, disparités et arriération qu'il n'hésite pas à mettre en avant pour renforcer sa position dans les négociations internationales.

Mais sur le plan politique, Xi n'a rien d'un libéral. On a pu le remarquer au Zhejiang et plus encore depuis son arrivée à Pékin. À la suite de l'éclatement du printemps arabe au début 2011, Xi a été étroitement associé aux décisions prises par le sommet du PC (notamment Hu, Zhou Yongkang, Li Yuanchao) et destinées à resserrer l'emprise du pouvoir sur Internet, les ONG et la société. À la fin de l'année dernière, il a même appelé les universités à renforcer le « travail idéologique » auprès des étudiants et leur contrôle sur le contenu des cours. À ses yeux également, « l'harmonie et la stabilité sociales » sont essentielles à la poursuite du développement et des réformes économiques. On l'aura compris, il n'a jamais pris le risque d'emboîter le pas aux appels à la réforme politique d'un Wen Jiabao ou d'un Wang Yang, le secrétaire du Parti du Guangdong.

On peut aussi remarquer cette prudence à travers le rôle qu'il joue en sa qualité de chef du groupe dirigeant du PC chargé des régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao : en 2007, au lieu de se féliciter de la séparation des pouvoirs qui, du moins dans la première de ces régions, constitue le pilier de l'État de droit, il donne pour instruction aux tribunaux de coopérer plus étroitement avec l'administration de Donald Tsang. Cela étant, contrairement à certains, dont Liao Hui, l'ancien directeur du Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao, en 2010, il se montre favorable à

une négociation directe avec le Parti démocrate qui permet une très prudente avancée (5 députés supplémentaires élus au Conseil législatif, soit 40 sur 70) sur la voie de la réforme politique dans ce territoire⁽²⁷⁾.

Plus généralement, comme l'équipe à laquelle ils s'apprennent à succéder, Xi Jinping et Li Keqiang sont conscients de la nécessité d'accélérer la transformation du modèle de croissance vers une économie stimulée davantage par la consommation intérieure que par l'investissement et les exportations. Et l'on a du mal à percevoir des différences entre Xi et les autres responsables chinois sur cette orientation générale.

On a beaucoup glosé depuis l'été 2011 sur l'opposition entre le modèle du Guangdong promu par Wang Yang et dont la priorité est l'accroissement de la taille du « gâteau », à celui de Chongqing d'un meilleur partage dudit « gâteau », mis en avant par Bo Xilai, l'ancien patron de la 4^e grande municipalité chinoise. Où se situe Xi dans ce débat ? Probablement à la synthèse de deux « modèles » dont les points communs sont plus nombreux qu'on le suppose souvent : comme le Guangdong, Xi s'efforce d'améliorer la qualité du « gâteau » (montée en gamme des entreprises, développement des industries vertes), comme Chongqing, il s'inquiète du creusement des inégalités et va à coup sûr poursuivre les projets de Wen Jiabao en matière de généralisation et d'amélioration des systèmes de couverture sociale (santé, retraite, chômage). Mais contrairement à Bo, il sait que le taux de croissance de l'économie chinoise, encore autour de 8 % en 2012, ne peut que progressivement se réduire. Contrairement à Bo et en dépit des talents de sa femme, il a montré peu d'enthousiasme pour une remise à l'honneur des chants révolutionnaires. Contrairement à Bo, il n'est guère enclin à adopter un style populaire et *a fortiori* à réintroduire une forme de culte de la personnalité. En conséquence, si comme huit des neuf membres du CPBP – la seule exception est Hu Jintao, Xi a fait le pèlerinage de Chongqing depuis l'arrivée de Bo Xilai à la tête de cette ville, il a maintenu une prudente distance à l'égard de ce modèle comme de son promoteur⁽²⁸⁾. Mais il a observé une prudence similaire à l'égard des expériences les plus novatrices de Wang Yang, et notamment sa gestion de la crise de Wukan (le renvoi au début 2012 de la direction corrompue et accusée d'avoir abusivement exproprié les terres des villageois et l'organisation de nouvelles élections) sur laquelle il s'est bien gardé de se prononcer, du moins publiquement.

Sur le plan international, Xi a ces dernières années acquis une riche expérience, probablement plus riche, en nombre de voyages (47 pays visités), que son prédécesseur⁽²⁹⁾. Mais au cours de ces visites officielles, il a beaucoup plus cherché à mettre en avant son charme personnel que des idées originales. La substance de ses propos est restée la plupart du temps baliisée, codée ou insignifiante.

24. Discours sur le maintien de la « pureté du Parti » prononcé le 1er mars 2012, *Qiushi*, 15 mars 2012.

25. L'une des nièces de Xi Jinping, mariée à un Italien, dirige à Pékin une société de conseil nommée Sustainable Innovation Movement, S1SIM, dont les activités sont directement nourries par sa proximité avec le pouvoir politique.

26. Discours du 16 novembre 2011, *Renminwang*, 21 novembre 2011, <http://politics.people.com.cn/GB/1024/16332666.html> (consulté le 14 août 2012).

27. Wu Ming, *Xi Jinping zhuan*, op. cit., p. 324 et suiv.

28. Interview de Cheng Li, « The Bo Xilai Crisis: A Curse of a Blessing for China? », *The National Bureau of Asian Research*, 18 avril 2012 ; interviews personnelles ; l'analyse proposée par Willy Lam en 2010 nous semble par conséquent erronée, cf. *China Brief*, vol. 10, n° 21, 22 octobre 2010 et vol. 10, n° 25, 17 décembre 2010. De même, la visite de Wen Jiabao à Chongqing ne signifie pas son soutien à Bo. Cependant, après la chute de Bo, les articles relatifs à la visite de Xi à Chongqing ont été supprimés des sites officiels.

29. D'après Robert Kuhn, *New Perspectives Quarterly*, vol. 29, n° 2, printemps 2012.

Deux sorties inattendues ou remarquées sont cependant à souligner. La première, faite au Qatar en juin 2008, en réponse à une question de journalistes de Hong Kong à propos de la controverse autour de la torche olympique dont on sait le fiasco. Xi affiche alors une assurance tranquille, indiquant à ses interlocuteurs ne pas trop se soucier des inévitables critiques extérieures de la Chine, qui s'inscrivent à ses yeux de manière assez inoffensive dans la « diversité » du monde⁽³⁰⁾. Cette réponse participait d'une stratégie d'évitement des conflits également prônée, du moins jusqu'à l'été 2008 par Hu. La seconde est beaucoup plus connue et rugueuse. S'adressant en février 2009 à la communauté chinoise du Mexique, il déclara : « Il y a des étrangers bien nourris qui n'ont rien de mieux à faire qu'à critiquer notre pays. La Chine n'exporte pas la révolution, la faim et la pauvreté ; la Chine ne cause des maux de tête à personne. Que souhaitez-vous de plus ? »⁽³¹⁾

Nationaliste, Xi Jinping ? Assurément ! D'après Kuhn, son biographe quasi-officiel, aux yeux de Xi, le patriotisme et la fierté nationale contribuent à stimuler le développement : « Notre engagement et notre détermination sont ancrés dans notre fierté historique et nationale »⁽³²⁾. Confirmant une prise de distance des anciennes recommandations de Deng Xiaoping (*taoguang yanghui*), Xi n'adoptera pas un profil bas sur la scène internationale.

Cela étant, les grands partenaires de la Chine, au premier rang desquels les États-Unis, peinent à identifier chez Xi une perspective particulière ou originale. Ses deux rencontres officielles avec son homologue, le vice-président Joe Biden, (août 2011 en Chine et février 2012 aux États-Unis) n'ont guère aidé, même si Wikileaks nous révèle – ce n'est guère une surprise – qu'il penche plus pour la coopération que pour la confrontation⁽³³⁾. De même, le Japon, qui reçut Xi en décembre 2009, n'est pas mieux informé. D'un côté, Xi a imposé lors de cette visite une entorse au protocole nippon en demandant et obtenant, dans un laps de temps jugé trop court, une audience avec l'Empereur Akihito, provoquant dans l'archipel des réactions plus négatives que positives. De l'autre, en avril 2012, à la suite de la proposition du maire de Tokyo, l'iconoclaste Ishihara Shintarô, d'acheter certains des îlots des Senkaku/Diaoyu, il a cru devoir ajouter sa voix de futur numéro un aux mises en garde chinoises adressées à Tokyo au sujet de ce que ce qu'il a appelé un « intérêt fondamental » de la Chine⁽³⁴⁾.

Sur les questions militaires et de sécurité enfin, on n'est pas mieux renseigné. Xi a fait l'éloge à plusieurs reprises de l'intégration des industries civiles et militaires et ce que le jargon chinois appelle « une synthèse de la paix et de la guerre » (*pingzhan heyi*), manifestant un intérêt particulier pour la montée en puissance de l'APL, et une meilleure préparation de ses personnels (d'active comme réservistes) et de ses matériels. Mais cette position n'est pas particulièrement originale ni nouvelle. Elle lui permet néanmoins d'apparaître comme un défenseur de l'institution militaire et de renforcer ses liens déjà nombreux avec les responsables de cette dernière. Parmi les proches de Xi dans l'Armée, outre Xu Qiliang, le commandant de l'Armée de l'air et qui pourrait prendre la vice-présidence de la CMC, il y aurait Ma Xiaotian, le chef d'état-major général chargé du renseignement, Liu Yuan (fils de Liu Shaoyi, l'ancien président chinois), le commissaire politique du Département général de logistique et Zhang Haiyang (fils du général Zhang Zhen), le commissaire politique de la Seconde artillerie (forces stratégiques et missiles). Ces trois derniers sont autant d'autres « fils de prince » appelés, s'ils sont parvenus à prendre leurs distances de Bo Xilai, à accéder à la CMC lors du XVIII^e Congrès du PC⁽³⁵⁾.

Ce déficit d'information ne signifie pas que Xi n'a pas de charisme. Au contraire, si une différence majeure peut être trouvée avec Hu, c'est bien

celle-là : à la différence de son prédécesseur, lorsqu'il entre dans une assemblée, Xi fait immédiatement sentir sa présence, il sourit, il se montre expressif, chaleureux et communicatif. Plus qu'à un « robot » ou à une « porte de prison », on a l'impression d'avoir affaire à un être humain de chair et d'os, une personne dotée de sentiments, de goûts et de préférences. Il est en outre bien meilleur communicateur que son prédécesseur.

Cela ne nous dit pas pour autant ce que fera Xi une fois parvenu au pouvoir. On l'a vu, comme Hu lorsqu'il progressait dans l'ombre de Jiang, il a trop souvent évité de donner une position originale sur quelque sujet que ce soit. Mais c'est le système qui le veut et on aurait tort de tirer trop de conclusions dans un sens ou dans l'autre sur la base de notre connaissance des déclarations ou des actions passées de Xi Jinping. Certes, contrairement à Hu, Xi appartient à une famille réputée plus réformiste que celle d'un Bo Yibo ou d'un Zhang Zhen, ancien vice-président de la CMC. Ainsi, contrairement au père de Bo Xilai, Xi Zhongxun défendit Hu Yaobang lorsque celui-ci fut démis de ses fonctions en janvier 2007 après les manifestations étudiantes du mois précédent. Et il aurait critiqué la répression de Tiananmen en 1989⁽³⁶⁾. Mais prudemment, gageons que Xi est un modernisateur conservateur mais flexible, et donc capable jusqu'à un certain point de s'adapter à des circonstances par définition imprévisibles.

Contraintes sur l'avenir de Xi comme Numéro un

Deux types de contraintes sont toutefois de nature à sérieusement limiter la marge de manœuvre de Xi, et ceci dans un sens aujourd'hui indéterminé : les unes sont institutionnelles et politiques, les autres sont sociales et potentiellement politiques.

Contraintes institutionnelles et politiques

Depuis la disparition de Deng Xiaoping, le système politique chinois a évolué vers une forme d'autoritarisme dont le principe de la direction collective a aggravé la fragmentation. Si l'on fait le bilan des années Hu, on peut conclure que celui-ci s'est révélé un *primus inter pares* plus consensuel, et par conséquent plus faible et immobiliste que son prédécesseur. Souvent lorsqu'il fallait prendre une décision délicate, Hu s'est réfugié dans un attentisme prudent, laissant au CPBP le soin de trancher sur une base majoritaire, une fois les vétérans du Parti dûment consultés, ou les échelons locaux d'expérimenter leurs propres solutions. Les exemples sont multiples mais l'affaire Bo Xilai offre une illustration récente et parlante de cette incapacité à mettre fin à une dérive que la direction du PC savait depuis longtemps dangereuse.

30. *South China Morning Post*, 25 juin 2008.

31. *Chinadigitaltimes.net*, 11 février 2009. Ces propos ont été rapidement supprimés des sites officiels en Chine, *South China Morning Post*, 14 février 2009.

32. Kuhn, *op. cit.*, p. 4.

33. *The Diplomat*, 18 février 2012, <http://thediplomat.com/china-power/wikileaks-on-xi-jinping> (consulté le 14 août 2012).

34. *Japan Times*, 25 avril 2012.

35. *China Brief*, vol. 11, n° 16, 2 septembre 2011 ; *South China Morning Post*, 24 avril 2012 (cf. ci-dessous). Apparemment, Zhang Haiyang, commissaire politique de la région militaire de Chengdu entre 2005 et 2009, aurait trempé dans des affaires foncières douteuses avec Bo Xilai. Il serait exclu de toute promotion. Celle de Liu Yuan ne serait pas affectée. Cf. *Wall Street Journal*, « Bo's Ties to Army Alarmed Beijing », 17 mai 2012, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304203604577398034072800836.html> (consulté le 14 août 2012).

36. *Wall Street Journal*, 18 octobre 2010 ; Kuhn, *op. cit.*, p. 63.

Il faudra donc à Xi Jinping non seulement consolider son pouvoir comme numéro un, notamment par la promotion d'un certain nombre de protégés dans les années qui viennent, mais aussi être en mesure d'imposer ses choix quand cela sera nécessaire. En aura-t-il les moyens ?

Jusqu'à maintenant, Xi n'a pas eu à trancher, ni à gérer en première ligne une crise politique, économique, sociale ou internationale. Par exemple, il est resté très discret sur l'affaire Bo Xilai. On n'a pu en conséquence tester ses compétences dans de telles situations. Sa capacité à surmonter ces épreuves ne dépendra pas uniquement de ses qualités d'organisateur ou même du charisme qu'on lui prête. Elle sera fonction de son habileté à construire une coalition politique assez solide pour traverser de telles crises.

Or, il faudra à Xi travailler avec une équipe largement cooptée par Hu Jintao, et dans une moindre mesure, Jiang Zemin et ses alliés. Il est vrai que l'affaire Bo Xilai a affaibli le camp des néo-conservateurs qui cherchaient à renforcer le rôle du secteur public et revenir à un certain maoïsme. Et le Bureau politique accueillera sans doute un plus grand nombre de réformistes, dont Wang Yang qui devrait accéder au CPBP, ou le membre du Secrétariat Wang Huning, un ancien universitaire de Shanghai qui pourrait prendre en charge le dossier des affaires étrangères⁽³⁷⁾. Mais la plupart des autres membres potentiels de cette direction collective seront d'anciens protégés de Hu, dont Li Keqiang, Li Yuanchao, probablement chef du Secrétariat et directeur de l'École du Parti (puis vice-président de la République), Liu Yunshan, en charge de l'idéologie et madame Liu Yandong⁽³⁸⁾, qui prendra la présidence de la CCPPC. Seuls le secrétaire de Shanghai, Yu Zhengsheng, qui pourrait diriger l'APN, et Wang Qishan, le probable futur numéro deux du gouvernement, apparaissent, bien que promu par Hu, moins proches de ce dernier et plus réformistes.

Une dernière hypothèque de taille est évidemment la question de la présidence de la CMC. Jusqu'à une date récente, la majorité des observateurs (dont je ne faisais pas partie) penchaient pour une répétition du « précédent » Jiang Zemin, selon lequel l'ancien dirigeant conserva pendant deux années supplémentaires après avoir cédé sa place de numéro un du Parti (de 2002 à 2004), le contrôle de cette instance. L'éclatement de l'affaire Bo Xilai aurait précipité les choses et conduit à une forme de marchandage entre Jiang Zemin et Hu Jintao : en échange de la tête de Bo Xilai, Hu perdrait celle de la CMC⁽³⁹⁾ ! On perçoit bien la double logique de cet *aggiornamento* : d'une part, la direction retrouve une unité de façade en coupant la branche pourrie que constituent Bo, sa femme Gu Kailai, soupçonnée d'assassinat, et leurs familles respectives ; de l'autre, Xi commence son mandat (en principe, deux fois cinq ans) dans une position plus forte que son prédécesseur.

La marginalisation de fait du chef de la sécurité, Zhou Yongkang, à qui l'on prête une forte proximité avec Bo Xilai (mais qui conservera formellement ses fonctions et sa place au CPBP, probablement jusqu'au XVIII^e Congrès) et les informations que l'on commence à réunir sur la stratégie de prise de pouvoir par ce dernier, avec l'aide possible de Zhou – y compris la mise sur écoute de Hu Jintao et des autres dirigeants centraux – révèlent autant qu'elles alimentent les risques d'instabilité politique en Chine et les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de Xi Jinping. Autant d'interrogations qui s'ajoutent aux défis sociaux et potentiellement politiques que le pouvoir chinois devra affronter dans les années à venir.

Défis sociaux et politiques

Pour Xi Jinping, à l'évidence, la chute de Bo est un cadeau empoisonné. Cet événement inattendu pourrait permettre à Xi de consolider son pou-

voir plus rapidement que prévu, notamment si Hu lui laisse le champ libre ou lui apporte son soutien. Et il écarte de la direction un *challenger*, un autre fils de prince non moins ambitieux que l'on a soupçonné, une fois élu au CPBP, de vouloir défier Xi dans un délai d'un ou deux ans en tirant parti de ses propres liens dans l'Armée et les organes de sécurité. Pour Xi, il valait mieux que l'abcès soit crevé avant plutôt qu'après le XVIII^e Congrès.

Mais Xi accède au poste de secrétaire général à un moment particulièrement délicat : la direction du Parti est divisée ; les réformistes, conduits par Wen Jiabao, veulent pousser leur avantage et engager des réformes politiques dont on ne connaît pas le contenu exact mais qui sont décriées par les conservateurs ; les conflits sociaux augmentent ; le développement économique se ralentit alors que la mise en place d'un nouveau modèle de croissance est loin d'être garantie ; en dévoilant une quantité sans précédent d'informations sur les privilèges abusifs et la corruption à grande échelle des sommets de la *Nomenklatura*, le scandale Bo Xilai a sérieusement porté atteinte à la légitimité du PC ; et par ricochet, il a passablement terni l'image de l'ensemble des fils de prince dont Xi est aussi un important représentant et auxquels, d'après Wikileaks, Xi lui-même attribue un rôle historique incontournable⁽⁴⁰⁾. Enfin, la position des réformistes et celle de Xi ont été renforcées par le rôle coopératif qu'a joué l'administration Obama dans la transition actuelle. Non seulement, celle-ci a aidé les autorités chinoises dans la gestion de la crise Bo Xilai, livrant Wang Lijun aux organes centraux de la sécurité chinoise et pratiquant l'*ormerta* sur ce qu'ils ont obtenu en termes de confidences⁽⁴¹⁾. Mais elle a aussi tout fait pour favoriser une issue favorable à la crise diplomatique provoquée par la fuite du dissident aveugle Chen Guangcheng d'un village du Shandong où il était retenu contre son gré et en toute illégalité, puis par son transfert dans des circonstances rocambolesques à l'Ambassade des États-Unis à Pékin avec l'aide de réseaux protestants souterrains plus puissants que ne pouvait l'imaginer le pouvoir. Pour les nationalistes, ces deux crises contribuent à affaiblir le statut et le prestige de la puissance chinoise face à ses ennemis idéologiques et stratégiques, au premier rang desquels figurent les États-Unis. Et ces nationalistes n'ont pas mieux accepté leur défaite provisoire que les conservateurs du Parti et autres partisans de Bo Xilai ou de Zhou Yongkang.

Conclusion

En conséquence, Xi Jinping aura besoin de l'entier soutien de l'équipe sortante, et en particulier de Hu et de Wen, de l'Armée et des organes de sécurité pour réussir. L'affaiblissement du camp conservateur et l'impératif de réformes l'y aideront. Y contribueront aussi les provinces qui ont déjà engagé au moins certaines des mesures structurelles que la Chine, sur les conseils des réformistes du gouvernement, et suivant les recommandations de la Banque Mondiale, doit maintenant mettre en œuvre. Mais la Chine populaire entre indubitablement dans une zone de turbulences politiques. Xi aura donc besoin d'activer tous les talents que l'on

37. Sur la succession de Dai Bingguo, Wang Huning serait en concurrence avec le ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi.

38. Liu Yandong, proche de Jiang comme de Hu, est fille d'un ancien vice ministre de l'agriculture, Liu Ruilong. Elle pourrait devenir la première femme accédant au CPBP.

39. Cité par *Boxun*, 19 avril 2012, <http://www.wantchinatimes.com/news-subclass-cnt.aspx?id=20120419000076&cid=1101> (consulté le 14 août 2012).

40. *The Diplomat*, art. cit.

41. Les diplomates américains ont cependant par la suite livré aux journaux américains un nombre croissant de détails sur l'affaire Bo et la négociation autour de l'avenir de Chen Guangcheng.

lui connaît – ou qu'on lui prête – pour parvenir à conduire la seconde économie mondiale vers un environnement politique, institutionnel et juridique plus en phase avec les attentes de sa population et de la communauté internationale. Il lui faudra aussi être en mesure de maintenir son contrôle à la fois sur les processus engagés et l'ensemble du corps social : dans les années qui viennent, le rôle de la sécurité et de l'Armée a de fortes chances d'augmenter et non de diminuer ; leur soumission au Parti deviendra plus encore une question vitale. Enfin et surtout, n'oublions pas que, présidant aux destinées d'une société en pleins bouleversements, Xi sera sans doute contraint, en fonction des circonstances, de prendre des décisions ou d'introduire des réformes auxquelles au-

jourd'hui il s'oppose ou même qu'il ne peut à cette heure imaginer. D'après Wikileaks, Xi aurait dit que son expérience au nord du Shaanxi pendant la Révolution culturelle lui aurait enseigné « à faire face à tous les défis, à croire à l'impossible et à surmonter tous les obstacles sans paniquer »⁴². Sera-t-il à la hauteur de la tâche qui l'attend ? Peut-être, seulement peut-être.

■ **Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche au CNRS, professeur à l'Université baptiste de Hong Kong, chercheur associé à Asia Centre, Paris, chercheur associé au Centre d'études français sur la Chine contemporaine, Hong Kong (cabestan@hkbu.edu.hk).**

42. *The Diplomat*, art. cit.